



Mission régionale d'autorité environnementale

**Auvergne-Rhône-Alpes**

**Décision de la mission régionale d'autorité environnementale  
après examen au cas par cas  
relative à la modification simplifiée n°1 du PLU  
de la commune d'Aurillac (15)**

Décision n°2018-ARA-DUPP-00828

**Décision du 13 juin 2018**  
**après examen au cas par cas**  
**en application des articles R.104-28 et suivants du code de l'urbanisme**

La mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes du conseil général de l'environnement et du développement durable,

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.104-1 à L.104-8 et R.104-1 à R.104-33 ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu la décision prise par la mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes dans sa réunion du 2 mai 2018 portant exercice de la délégation prévue à l'article 17 du décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 sus-cité ;

Vu la demande enregistrée sous le n°2018-ARA-DUPP-00828, déposée complète par monsieur le Président de la communauté d'agglomération du Bassin d'Aurillac(CABA) le 18 avril 2018, relative à la modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune d'Aurillac (15) ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé en date du 30 avril 2018 ;

Vu la contribution de la direction départementale des territoires du Cantal en date du 7 juin 2018 ;

**Considérant** que la communauté d'agglomération du bassin d'Aurillac a approuvé le PLU de la commune d'Aurillac par délibération du conseil communautaire le 28 novembre 2016 ;

**Considérant** que le PLU de la commune d'Aurillac vise notamment à permettre la création d'une chaufferie bois associée à un réseau de chaleur sur le secteur de l'Yser au sein d'une zone Ue, zone permettant l'implantation d'équipements collectifs, sur les parcelles cadastrées CL n° 8, 11 et 129 ;

**Considérant** que la collectivité a identifié une erreur graphique sur le zonage du PLU concernant la parcelle CL n°8 qui empêche la réalisation du projet ;

**Considérant** que le projet de modification simplifiée n°1 du PLU a pour objectif de corriger cette erreur matérielle en reclassant l'intégralité de la parcelle CL n°8 en zone Ue pour permettre la réalisation du projet de chaufferie bois et du réseau de chaleur.

**Considérant** que le dossier de demande permet d'apprécier que le classement d'une superficie de 2 208 m<sup>2</sup> d'une emprise actuellement artificialisée (implantation de la station d'épuration), actuellement classée en zone NS, en zone UE n'est pas susceptible d'impact négatif significatif sur l'environnement et la santé ;

**Considérant**, au regard des éléments fournis par la commune, des éléments évoqués ci-avant, des dispositions s'imposant au projet et des connaissances disponibles à ce stade, que le projet n'est pas de nature à justifier la réalisation d'une évaluation environnementale ;

**DÉCIDE :**

**Article 1<sup>er</sup>**

Sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, le projet de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune d'Aurillac (15) présenté par monsieur le Président de la communauté d'agglomération du Bassin d'Aurillac (CABA), n'est pas soumis à évaluation environnementale.

**Article 2**

La présente décision ne dispense pas la procédure objet de la présente décision des autorisations et avis auxquels elle peut être soumise par ailleurs.

**Article 3**

En application de l'article R104-33 du code de l'urbanisme, la présente décision sera mise en ligne et jointe au dossier d'enquête publique ou autre procédure de consultation du public.

Pour la mission régionale d'autorité environnementale  
Auvergne-Rhône-Alpes,  
par délégation,



Pascale HUMBERT

## Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

La décision soumettant à évaluation environnementale peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision, ou dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux.

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision approuvant le projet.

### Où adresser votre recours ?

- Recours gracieux

Monsieur le Président de la mission régionale d'autorité environnementale d'Auvergne-Rhône-Alpes  
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes  
siège de Clermont-Ferrand  
7 rue Léo Lagrange  
63033 Clermont-Ferrand cedex 1

- Recours contentieux

Monsieur le Président du tribunal administratif de Clermont-Ferrand  
6 cours Sablon  
CS 90129  
63033 Clermont-Ferrand cedex 1